

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Le bill dès le début n'avait aucune chance de survivre.

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, je pense que le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) a vu juste. Il est fort possible que le bill ait été présenté exactement dans ce but. Je ne tiens pas à m'étendre là dessus parce que nous en parlerons plus tard et que l'histoire montrera ce qui s'est passé réellement. Le bill a été présenté très peu de temps après l'entrée en fonction du ministre. La majorité des hommes d'affaires l'ont rejeté immédiatement.

Je signale le fait, monsieur l'Orateur, parce qu'il n'y a pas un seul député ici qui ne tienne pas à ce que le ministre connaisse le succès dans ses nouvelles fonctions, non pas à cause de ce que cela veut dire pour le ministre lui-même, mais à cause du secteur de l'économie qu'il servira. Selon moi, il importe dès le début qu'il n'induisse pas la Chambre en erreur, même si, à mon avis, il l'a fait sans méchanceté. C'est certainement le cas, parce qu'autrement, il aurait induit délibérément la Chambre en erreur en disant que les Canadiens sourient de bonheur à la pensée que le ministre des Finances (M. Chrétien) fait du si bon travail. Il se peut fort bien que le ministre se méprenne sur les sentiments des Canadiens et qu'au lieu de sourire devant le travail du ministre actuel et la situation dont il a héritée d'un autre ministre, qui a lui aussi de graves ennuis, ils grimacent de douleur à la pensée de tout le tort causé à l'économie canadienne.

Le ministre n'a ni raison ni droit de dire que d'autres pays sont dans la même situation. Il a en effet insisté lourdement dans son discours sur le fait que la situation serait également confuse, difficile et de mauvais augure pour l'avenir des États-Unis tout comme pour celui du Canada, comme si cela était de quelque consolation pour les Canadiens. Ce qui est plus grave, c'est que cela ne correspond pas aux faits, et le ministre devrait le savoir.

Il y a moins de chômage, moins d'inflation aux États-Unis qui connaissent un taux de croissance réelle deux fois plus élevé qu'au Canada. La balance commerciale des États-Unis affiche un surplus tandis que celle du Canada est déficitaire. Non seulement ses paroles ne sont-elles d'aucune consolation pour les Canadiens, mais elles ne correspondent pas à la réalité.

Un ministre qui s'aventure dans un premier discours ne devrait pas se faire d'illusion. Il devrait chercher à savoir ce que veulent les petites entreprises. Je puis lui dire certaines des choses que j'aimerais voir se faire.

● (2112)

Je suis en contact avec un grand nombre de petits hommes d'affaires de ma circonscription. Ils aimeraient qu'il y ait une certaine stabilité relativement à la politique du gouvernement, que ce soit la politique d'un ministre, celle du ministre des Finances ou celle de tout autre ministère du gouvernement canadien. Ils voudraient sentir qu'il y a un gouvernement à Ottawa qui s'occupe des petites entreprises. Ils voudraient pouvoir prévoir ce qui arrivera d'un jour à l'autre. Depuis cinq ans que je suis ici, j'ai dû malheureusement, me rendre à l'évidence que le gouvernement actuel ne sait pas ce qu'il fait.

Impôt sur le revenu

Il n'y a pas de coordination dans l'action du gouvernement. C'est peut-être pour cette raison que nous nous trouvons dans la situation actuelle. Les hommes d'affaires veulent que le gouvernement s'engage. Ils veulent un service normal et quotidien dont bénéficier ceux qui ne sont pas en affaires: le service postal.

Je connais des avocats, des comptables et bien d'autres dont les affaires dépendent du courrier. Aujourd'hui, ils ne peuvent faire confiance au courrier de Sa Majesté quant à l'exécution de ses fonctions comme faisant partie d'un contrat. Il en résulte que cet important service commercial est dévié. Ils voudraient quelque chose de ce genre.

Ils aimeraient qu'il y ait une certaine coordination entre les programmes fédéraux et provinciaux de développement des entreprises. Il n'y en a pas beaucoup actuellement. Elle est en train de s'établir, mais il y a bien du chemin à faire.

Ces personnes veulent être assurées que si le Parlement discute de la loi sur les petits prêts ou de la nouvelle banque fédérale de développement, comme nous l'avons fait il y a quelque temps, que ces organismes gouvernementaux répondent aux besoins des petites entreprises. Ils n'y répondent pas actuellement. La politique du gouvernement à l'égard du commerce ne tient pas compte du secteur de la petite entreprise. Elle en tiendra peut-être compte un jour, mais elle ne le fait pas actuellement.

Le ministre fait des déclarations à la presse, il emploie des mots pompeux pour parler de ses espoirs en faveur de la petite entreprise. Mais il va falloir un peu plus que cela. Il va falloir qu'il s'entende avec ses collègues, et cela va prendre un certain temps comme il l'a dit. Ils ne le comprennent pas bien, ce qui ne m'étonne pas. Ce n'est pas qu'il manque d'éloquence. Cela tient plutôt à la nature des choses. On doit s'attaquer aux problèmes qui se posent aux petites entreprises.

Sur le plan de l'emploi la petite entreprise a beaucoup d'importance. On le dit mais on ne fait rien. Et pourtant les petits hommes d'affaires et les milliers de personnes qui cherchent du travail dans ce secteur qui assure 50 p. 100 des emplois méritent qu'on s'occupe d'eux. Il leur faut plus que de belles paroles.

Dans ce débat, j'ai l'honneur de parler après le député du Prince Edward-Hastings (M. Hees), l'ex-ministre du Commerce qui à ce poste important s'est révélé comme le plus dynamique et le plus efficace élément de tous les ministères.

Que reste-t-il de nos débouchés extérieurs? Ils ont souffert à plus d'un titre de la politique du gouvernement actuel. Il ne reste plus que des vestiges des marchés que ce député avait développés grâce à sa compétence et à ses connaissances.

Le discours du député de Halton (M. Philbrook) m'a littéralement sidéré. Ne nous a-t-il pas dit ce soir à la Chambre que la petite entreprise a besoin d'être mieux aidée et qu'on ne fait pas assez en matière d'investissements? Un député qui siège aux derniers rangs du parti libéral! Il nous faut de meilleures relations industrielles, il y a trop d'escarmouches a-t-il dit. Il a parfaitement raison.

Quelle mesure le gouvernement a-t-il présentée au cours de la dernière session en matière de relations de travail, pour améliorer les relations entre patrons et salariés? Aucune. Le député d'Halton a parfaitement raison.